

Épargne-Crédit

L'activité bancaire continue sa progression en 2019

Dans un contexte économique et financier marqué par des taux d'intérêt toujours bas, par le ralentissement de l'activité en fin d'année (malgré une consommation des ménages vigoureuse), le financement de l'économie en Guyane s'inscrit en demi-teinte : bonne tenue des crédits aux ménages, tassement des crédits aux entreprises, associé à un recul de leurs dépôts. La croissance de l'encours sain de crédits décélère (+4,9 %) par rapport à l'année 2018 (+6,5 %) pour s'établir à 3 616 M€ fin décembre 2019.

Alexis Léonard, David Fardel IEDOM

L'indicateur du climat des affaires reflète une certaine déception des chefs d'entreprises quant à la poursuite attendue de la mise en œuvre du Plan d'Urgence en 2019. Cet essoufflement de leur confiance en l'avenir se traduit par une contraction de l'indicateur sur un an (-1,8 point).

Les dépôts des entreprises marquent le pas

En 2019, la progression des actifs financiers détenus par les établissements de crédit diminue de moitié (+ 2,7 %, soit + 55,6 M€) portant l'encours total à 2 113 M€. Les actifs financiers totaux des entreprises se sont dépréciés de 1,7 % (- 10,8 M€) portant leur valeur totale à 639,1 M€ fin 2019. Cette situation s'explique à la fois par le fort recul de leurs placements liquides ou à court terme (- 57,8 %, soit - 41,4 M€) et par le ralentissement de leurs dépôts à vue (+ 4,5 % contre + 12,6 % en 2018). La croissance de l'épargne des ménages s'est accentuée et progresse de 4,8 % (soit + 59,9 M€) après +3 % (soit + 35,5 M€) il y a un an. L'encours s'établit à 1 296,7 M€, soit 61,4 % de l'ensemble des actifs (+ 1,4 point sur un an).

Le financement des ménages compense en partie le ralentissement des crédits aux entreprises

Au 31 décembre 2019, la hausse de l'encours sain total des crédits bancaires s'atténue (+ 4,9 %, soit + 170,4 M€) par rapport à fin 2018 atteignant désormais 3 616 M€. Les entreprises demeurent les premiers clients bancaires avec 51 % de l'encours sain. Les ménages constituent le deuxième segment de clientèle avec 34 % de l'encours, les collectivités locales représentent 9 %, et les autres agents 5 %.

En 2019, le financement des entreprises ralentit à 3,5 % contre + 5,9 % il y a un an portant ainsi l'encours à 1 855 M€. Constituant près de 40 % de l'encours, les crédits d'investissement croissent de 8,3 % (soit + 56,7 M€) essentiellement portés par la hausse des crédits à l'équipement (+ 10,3 %, soit + 59,9 M€). Les crédits immobiliers progressent (+ 0,9 %, soit + 8,9 M€), mais à un rythme plus faible que l'année dernière. Dans une moindre mesure, les crédits d'exploitation diminuent de nouveau (-3,1 % contre - 12,3 % l'an dernier). À l'inverse, la croissance de l'encours sain de crédits aux ménages s'accélère (+ 8,2 % contre + 6,2 % en 2018) pour atteindre 1 224 M€ fin décembre. La progression significative de l'encours des crédits à l'habitat (+ 7,2 %, soit + 64,8 M€) et des crédits à la consommation (+ 12,3 %, soit +28,5 M€) portent cette tendance. Ces derniers concentrent respectivement 79 % et 21 % de l'encours sain total des ménages. Enfin, l'encours sain de crédit aux collectivités locales repart à la hausse après plusieurs années de baisses consécutives (+ 10,0 % après - 3,7 % en 2018) s'établissant à 339 M€. En 2019, les créances douteuses brutes s'élèvent à 149,8 M€, dont 54 M€ sont provisionnés. Après une hausse de 20,3 % en fin 2018, les créances douteuses nettes des entreprises reculent de 11,4 % à 26,3 M€. De même, celles des collectivités locales sont également en retrait à 42,2 M€ (-1,3 %).

Forte hausse des dépôts de dossiers de surendettement sur l'année

En 2019, 305 dossiers ont été déposés au secrétariat de la commission de surendette-

ment assuré par l'IEDOM Guyane, contre 215 l'année précédente. En 2018, cette progression s'était accentuée à partir du mois de novembre avec l'ouverture d'un bureau d'accueil et d'information (BAI) à Saint-Laurent-du-Maroni. Sur les 230 décisions d'orientation prises en 2019 par la Commission, 49 % des dossiers ont été placés en procédure de rétablissement personnel (avec ou sans liquidation judiciaire) et 51 % ont suivi une procédure de réaménagement des dettes. Le montant total agrégé des dettes atteint 8,7 M€, avec un endettement médian de 14 963 €. Les dettes de charges courantes concernent 90,8 % des dossiers, les crédits à la consommation 52,4 % des dossiers, et les dettes immobilières 9,6 %.

Définitions

Dépôts à vue : dépôts assortis d'une échéance de 24 heures. Cette catégorie d'instruments comprend principalement les dépôts qui sont entièrement mobilisables par chèque ou par instrument similaire, mais aussi les dépôts non mobilisables et convertibles en numéraire sur demande ou à la clôture du jour suivant.

Créances douteuses : Créances de toute nature (crédits, prêts en blanc, pensions...), y compris celles assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, ou un caractère contentieux (faillite personnelle, liquidation judiciaire...), ou donnant lieu à un recouvrement litigieux.

Pour en savoir plus :

Rapport Annuel Guyane 2019 — Édition 2020 de l'IEDOM et les notes Infos financières.

1 Chiffres clés

Encours sain des crédits (en millions d'euros et en %)

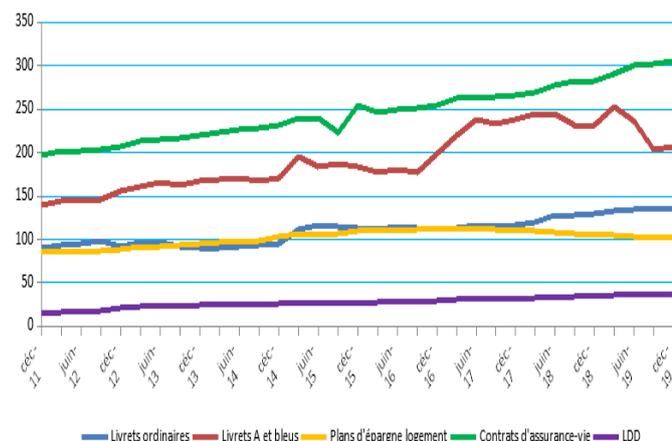
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Variation 2019 / 2018 (en %)
Entreprises	1 212,6	1 277,8	1 353,8	1 443,9	1 461,8	1 556,9	1 693,1	1 792,5	1 855,3	3,5
Crédits d'investissement	411,8	388,6	409,3	446,0	487,3	530,9	601,2	680,6	737,4	8,3
dont Crédits à l'équipement	317,1	294,0	314,5	348,8	375,7	416,2	472,8	554,5	611,7	10,3
Crédits à l'habitat	714,8	782,1	841,0	911,7	887,0	935,0	987,7	1 020,3	1 029,2	0,9
Crédits d'exploitation	80,1	101,0	94,1	77,3	81,6	89,9	103,0	90,3	87,5	-3,1
Ménages	733,7	795,7	857,9	882,3	971,2	1 002,7	1 064,8	1 131,1	1 224,1	8,2
Crédits à la consommation	168,1	164,7	170,7	171,8	180,5	182,3	202,0	231,1	259,6	12,3
Crédits à l'habitat	565,4	630,9	687,0	709,8	790,6	820,2	860,4	897,9	962,7	7,2
Collectivités locales	388,5	380,7	356,2	358,7	346,5	329,7	320,3	308,4	339,4	10,0
Crédits d'exploitation	1,3	0,6	0,7	4,9	3,2	3,2	7,8	10,5	13,7	30,5
Crédits d'investissement	386,7	379,8	355,5	353,8	343,3	326,5	312,5	297,9	325,7	9,3
dont Crédits à l'équipement	386,6	379,8	355,5	353,7	342,8	326,1	312,2	297,6	325,5	9,4
Autres agents et CCB non ventilés encours sain	29,7	40,3	65,9	97,8	118,7	158,5	155,7	213,6	197,1	-7,7

Note : Encours au 31 décembre de l'année, en M€.

Source : Iedom, Système unifié de reporting financier (SURFI).

2 Hausse de l'épargne en Guyane

Actifs par agent, établissement de crédits installés localement (en million d'euros)



Source : Iedom, Système unifié de reporting financier (SURFI).

4 Remontée de l'encours des crédits aux entreprises

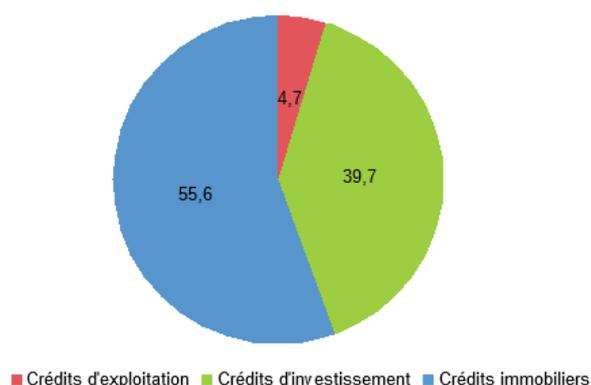
Encours des crédits aux entreprises (en millions d'euros et en %)



Source : Iedom, Système unifié de reporting financier (SURFI).

3 60 % des crédits accordés aux entreprises concernent l'immobilier

Répartition des crédits aux entreprises (en %)



Source : Iedom, Système unifié de reporting financier (SURFI).

5 Tassement de l'Indicateur du Climat des Affaires

Indicateur du climat des affaires (base 100)



Note : la valeur de base de l'ICCA est 100. Au-dessus, les chefs d'entreprises sont optimistes, au-dessous, ils sont pessimistes.

Source : Iedom, Système unifié de reporting financier (SURFI).